

CIBLE

Gaz

Le prix du gaz, bien de première nécessité, augmente de 9,7 %. Ce prix n'est plus fixé par l'État mais par une Commission de régulation de l'énergie (CRE) qui décide en fonction du coût de transport, du prix du pétrole et du taux de change.

La CRE ne prend pas en compte le fait que les foyers à faible revenu subissent plus lourdement l'augmentation que les foyers riches. Et ce n'est vraiment pas la faute de ces froids calculateurs si l'augmentation de 9,7 % va engendrer une marge supplémentaire d'un milliard d'euros qui s'ajouteront aux énormes profits accumulés ces deux dernières années. Superbes dividendes en perspective pour les actionnaires de GDF-Suez qui appartiennent, pour les deux tiers, au secteur privé !

Conclusions : la réglementation est une mauvaise farce, la privatisation est négative à tous égards. Il faudra renationaliser GDF, secteur-clé, supprimer les organismes de régulation et établir une politique générale des prix administrés, selon l'impératif de justice sociale.

SALAIRES

Changer de politique

Idées

**Régis
Debray**

p. 9

Programme

**L'esprit de
Philadelphie**

p. 8

La leçon de l'Amérique latine

L'intéressante analyse faite dans *Royaliste* (n° 965) sur la politique en Amérique latine mérite d'être complétée. Que les nations latino-américaines soient une source de réflexion pour nous, c'est absolument vrai, pour de nombreuses raisons.

Du point de vue strictement politique, on a en effet vécu dans beaucoup de pays latino-américains la confiscation du pouvoir par des groupes. Le tandem des partis vénézuéliens Action Démocratique - Démocratie chrétienne (Copei), issu du pacte de Punto Fijo, a été exemplaire, l'un des partis étant au pouvoir et l'autre dans l'opposition au hasard des consultations électorales, rôles complètement interchangeables et où seules d'infimes subtilités idéologiques les différenciaient. Un autre exemple qui confirme l'analyse est la campagne présidentielle malheureuse de l'écrivain Mario Vargas Llosa, au Pérou en 1990 : il y avait présenté une description très complète de l'importance du secteur informel dans son pays.

Je voudrais, pour enrichir la réflexion sur ce que nous avons à retirer des exemples latino-américains, mettre l'accent sur un phénomène qui n'avait pas été noté dans l'article de *Royaliste*. À mon avis un des points essentiels qui pèsent sur les politiques de ces pays, c'est le métissage et la hiérarchie

ethnique. À de très rares exceptions près, on trouve dans tous ces pays une classe dirigeante d'origine hispanique, directement issue de celle qui a conquis les indépendances au début du XIX^e siècle. Elle est similaire dans son origine et sa perpétuation à nos *békés* des Antilles françaises, et c'est elle qui possède la fortune de son pays.

Face à cette caste, un peuple indigène provenant des grands groupes ethniques présents au moment de la conquête espagnole : *Mayas* au Mexique et au Guatemala, *Cholos* (quechuas et aymaras) en Équateur, au Pérou et en Bolivie, *Mapuches* au Chili... Entre les deux, une constellation de métissages à la classification infinie, et des peuples d'immigration ancienne (esclaves africains) ou plus récente venue d'Asie (Chine, Japon, Inde) et du Proche-Orient (Palestiniens, Libanais).

Mais à l'exception de Haïti dont l'indépendance a été conquise par une révolution, partout ce sont ces classes dirigeantes coloniales qui ont pris le pouvoir dans leurs pays et pour la plupart le tiennent encore. On est dans la situation

paradoxale où ce sont les colons qui ont obtenu l'indépendance des colonies pour leur bénéfice quasi exclusif. Un peu ce que serait devenue l'Algérie si les pieds-noirs y avaient conquis l'indépendance.

De ce fait, l'anti-politique peut se lire de plusieurs façons, l'une d'entre elles étant de maintenir *hors société* les peuples indigènes. On voit alors que ce qui se passe depuis peu au Venezuela avec Hugo Chavez et en Équateur avec Rafael Correa, mais surtout en Bolivie avec Evo Morales, est complètement nouveau : ce sont ces mêmes peuples indigènes qui ont réussi à conquérir **légalement** le pouvoir politique ! Cela a d'ailleurs été le grand enjeu de la dernière élection présidentielle au Pérou, où Alan Garcia a finalement été élu, malgré le souvenir désastreux de son action dans les années 80, uniquement par peur de son rival Ollanta Humala, représentant auto-proclamé de la population indigène.

Il ne faut pas confondre l'évolution de ces trois pays avec celle des pays du *Cône Sud* où des présidents de gauche ont été

élus, les deux Kouchner en Argentine et Michelle Bachelet au Chili. Ces deux pays, même s'ils ont eux aussi des composantes indigènes, ont un fonctionnement beaucoup plus européen du fait de leur histoire et de leur fonctionnement économique, et de l'aspect très minoritaire de ces composantes. La *gauche* en Bolivie n'a pas le même sens qu'au Chili.

On voit enfin tout l'intérêt de ces pays **laboratoires** pour le nôtre qui, du fait des immenses brassages de population actuels, se retrouve lui aussi dans la situation d'avoir une composante significative de sa population présentant à la fois une puissance économique marginale et une origine culturelle différente de celle de la population d'origine : il semble que la tentation soit grande de ne pas permettre à ces groupes d'accéder au champ politique, au sens large du terme. La tendance à laisser se constituer des ghettos est le premier pas vers une ségrégation qui, de classes au départ, devient vite ethnique. On voit en Amérique Latine dans quelles impasses cela a pu mener, et si les pays andins sont les premiers producteurs de cocaïne du monde, ce n'est pas une coïncidence : l'économie chez ces groupes ne peut être qu'informelle, et elle survit comme elle peut sur les activités qu'on lui abandonne.

Un point intéressant pour des royalistes : une fois élu de façon classique, Evo Morales s'est fait *sacrer* par les chefs coutumiers de la Sierra bolivienne : y a-t-il une relation entre cette légitimité et sa longévité tout à fait exceptionnelle (il a entamé en 2009 son deuxième mandat de quatre ans) à la tête de la Bolivie, où historiquement un chef d'État reste en moyenne un peu moins d'un an au pouvoir ?

François VILLEMONTAIX

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MICHOUX

SOMMAIRE : p.2 : Leçons de l'Amérique latine - p.3 : Stratégies syndicales - Carbone - p.4 : Question - Constat d'échec - p.5 : La conquête de l'Islam - p.6/7 : Les jeux sont faits ? - p.8 : Pour la justice sociale - p.9 : Superficiel par profondeur - p.10 : Sarkozy - La télé nous raconte l'Histoire - Paris - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Illusions de printemps.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Stratégies syndicales

Il est toujours aussi difficile d'y voir clair dans les stratégies syndicales - ce qui les unit, mais aussi ce qui les différencie - du fait du double jeu de la CGT, des revirements permanents de la CFDT et des incertitudes liées aux échéances gouvernementales.

En annonçant le lancement d'une nouvelle concertation sur les retraites dès la mi-avril et la présentation au début de l'automne d'un projet de loi au Parlement, le chef de l'État aurait dû amener les organisations syndicales à préciser leur stratégie individuelle et collective sur le sujet : positionnement, revendications, modalités d'action... Il n'en est rien : le flou perdure, même si paraissent s'esquisser les contours de ce qui pourrait donner naissance à un mouvement social.

Pour l'heure, deux camps semblent se dessiner avec, toutefois, des différences profondes au sein de chacun d'eux.

Le plus important numériquement est conduit par la CFDT et la CGT soutenues par l'Unsa, la FSU et Solidaires. Si les deux premières continuent à jouer un rôle moteur au sein de l'intersyndicale, les divergences de vues s'accroissent entre elles à l'approche de l'échéance. En témoignent les mots d'ordre de la mobilisation du 23 mars dernier : n'étant pas parvenus à trouver un terrain d'entente sur les retraites, les syndicats ont appelé à manifester pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail et, bien entendu, les retraites en se gardant d'entrer dans les détails.

La CFDT ne serait pas opposée à un allongement de la durée de cotisation ni même à

une réforme complète du système qui ouvrirait la porte à la capitalisation. Alors que la CGT reste arc-boutée sur la défense de la retraite à 60 ans et du régime par répartition. Malgré tout, cette mobilisation, dopée par le résultat des élections régionales, peut être considérée sinon comme une nouvelle mouture du mouvement social de 1995 qui avait contraint Alain Juppé à retirer sa réforme des retraites, du moins comme un tour de chauffe annonciateur d'un mouvement qui pourrait prendre de l'ampleur : entre 400 000 et 800 000 personnes ont manifesté dans les principales villes de France, ce qui n'est pas rien.

Le second camp est composé des opposants à la loi réformant la représentativité syndicale d'août 2008 : la CGT-FO, la CFTC et la CFE-CGC. La première s'est désolidarisée de l'intersyndicale, lui reprochant les manifestations à répétition organisées entre janvier et juin 2009 qui n'ont débouché sur rien de concret pour les travailleurs. La centrale de Jean-Claude Mailly privilégiait, en effet, l'appel à la grève générale. Le 23 mars, elle a d'ailleurs défilé toute seule à Paris pour la défense de la retraite à 60 ans, « la mère des revendications », pour son secrétaire général qui a également déclaré « être prêt à en découdre avec le gouvernement ». De son côté, la CFTC préfère placer le débat sur le terrain du projet de société plutôt que de

se focaliser sur les aspects techniques et comptables. Elle n'exclut pas d'appeler à la mobilisation si le gouvernement refuse de revoir sa copie. Enfin, la CFE-CGC qui avait soutenu, comme la CFDT, la précédente réforme des retraites en 2003, demeure pour le moment attentiste.

Rien n'est encore figé. La CFDT, à la veille de son congrès de juin, peut encore changer de position : le fait d'avoir soutenu la réforme Fillon en 2003 lui a coûté cher en nombre d'adhérents qui sont partis à la concurrence, notamment la CGT, à Solidaires ou à l'Unsa ou qui ont été définitivement perdus pour le syndicalisme. Quant à la CGT, qui a tissé des liens privilégiés avec l'Élysée (plus particulièrement avec Raymond Soubie, le conseiller social du président) pour obtenir satisfaction sur la réforme des régimes spéciaux de retraite et le service minimum en 2007, et qui l'an passé s'était contenté d'encadrer le mécontentement, elle renoue aujourd'hui vers le PS.

Bernard Thibault a rencontré Martine Aubry dès le lendemain des élections régionales et il est prévu que des délégations des deux organisations conduites par leur numéro un respectif se rencontrent le 21 avril pour évoquer la question des retraites. Le mouvement social serait-il sur le point de trouver le relais politique qui lui fait tant défaut depuis plusieurs années ? Si tel est le cas, le 1^{er} Mai, date envisagée pour une nouvelle mobilisation, pourrait être chaud... Encore faudrait-il que la CGT parvienne à rallier l'intersyndicale ; en l'état actuel des choses, elle a fort à faire.

Nicolas PALUMBO

Carbone

Torrent de commentaires sur le retrait-report de la taxe Carbone au lendemain des élections régionales. J'en retiens ceci :

Les médias semblaient avoir oublié que Nicolas Sarkozy est un homme sans convictions.

Toute la classe politique était pour la taxe carbone quand le chef de l'UMP a piqué cette idée chez Nicolas Hulot pour aller ratisser des voix chez les Verts.

Tout le monde s'est indigné quand le texte de loi, bâclé, a été censuré par le Conseil constitutionnel mais beaucoup d'élus ont été soulagés car la mesure était impopulaire.

Le 24 mars, on a cru que Nicolas Sarkozy annonçait le retrait du projet alors qu'il avait dit : « *je subordonne la création d'une taxe carbone inférieure à une taxe aux frontières (de l'Europe) qui protégera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne.* » C'était là l'esquisse d'un protectionnisme européen.

Mais il s'est empressé de sacrifier cette idée en déclarant à Bruxelles le 26 mars que José Manuel Barroso « *mettrait sur la table une proposition au mois de juin* » et que « *aucun pays ne s'est opposé à cette éventualité* ».

Or le porte-parole de la Commission a déclaré qu'il n'y avait pas eu de « *réelle discussion* » sur ce point – ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de discussion du tout.

Nicolas Sarkozy a transformé le retrait-report en report-retrait. Mais ses menteries ne lui servent plus de rien.

Sylvie FERNOY

Question

Il continuera d'y avoir de moins en moins d'actifs mais, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, ce ne doit pas être un motif d'inquiétude pour les retraites, car ce qui compte, ce n'est pas leur nombre mais ce qu'ils produisent, dont le PIB est censé mesurer la valeur.

Or les travailleurs d'aujourd'hui sont mieux outillés que ne l'étaient ceux d'hier et ceux de demain auront les moyens d'être encore plus productifs.

Prenons l'exemple de l'agriculture. Nous avons aujourd'hui dix fois moins de cultivateurs ou d'éleveurs qu'il n'y avait de paysans il y a un siècle et notre production alimentaire a néanmoins augmenté. On voit donc bien que la diminution du nombre des actifs peut ne pas affecter la richesse du pays ni sa capacité à verser des retraites ou autres prestations sociales.

Plus inquiétant est de constater dans cet exemple que, malgré un accroissement remarquable de leur productivité, des producteurs se trouvent aujourd'hui dans une situation financière difficile et que les prix alimentaires restent tels que de plus en plus de nos concitoyens font la queue aux *Restos du cœur* !

« *C'est à cause de la loi du marché* » nous dit-on.

Pourquoi, alors qu'on en a réformé et qu'on parle d'en réformer beaucoup d'autres, jamais n'a-t-on envisagé de réformer celle-ci ?

Paul VINCENT

Constat d'échec

« *Réjouissez-vous avec moi, car j'ai retrouvé la drachme que j'avais perdue* » (Saint Luc 15.9)

Un Allemand, ne ressemble pas à un Grec. L'Allemand travaille toute la journée, déjeune avec force cochonnailles à midi, il fait prospérer l'orthodoxie économique avec ordre et rigueur, le soir il mange plus frugalement à six heures et va se coucher. Le Grec lui travaille le matin, se restaure à une heure d'une salade recon nue anti-âge et va faire la sieste. Normal le soleil tape. Il pratique l'économie parallèle le soir et mange tard après avoir philosophé avec ses amis autour d'une zigoudia, en écoutant un chantre de l'orthodoxie byzantine psalmodier dans le haut-parleur...

Depuis une cinquantaine d'année des normalisateurs illuminés s'évertuent à contrecarrer les effets du soleil, à unifier, à planifier, à aseptiser, à moraliser, enfin à créer l'*homo europeicus* destiné à remplacer la palette des hétérogènes européens. En 1957, le traité de Rome succédant à celui signé à Paris en 1951, a réuni d'abord la France, l'alors petite Allemagne, l'Italie et le Benelux pour créer le supermarché CEE. Mais le super (mot latin) voulant devenir hyper (mot grec), les alchimistes ont agglutiné progressivement les vieux peuples des alentours pour communier au Saint Graal monétaire. Et puis symboliquement s'il y avait Rome, il fallait Athènes en attendant Constantinople. Et le mythe, la célèbre histoire d'amour entre la phénicienne Europe et le plus célèbre et le plus puissant des grecs Zeus.

Les Hellènes ont inventé beaucoup de trucs dans le temps, la démocratie, la philosophie, la politique, le théâtre, la poésie, les colonnes, le serment des médecins. Les rejeter en dehors de l'Idée eut été incompréhensible et désordre. Ils n'étaient pas sûrs, pauvres, magouilleurs, menteurs. Mais les traités, la nouvelle monnaie allaient les régénérer, les rendre propres. Pourtant les économies, les styles de vie, les besoins des indigènes de Kirkwall à Gavdos et de Camaret à Galati dissemblaient. L'Allemagne a imposé son modèle financier à ses partenaires.

L'euro fort succédait au mark puissant. Cette monnaie ayant siège à Francfort était tout à fait adaptée aux particularités de l'industrie lourde allemande, à la lutte contre l'inflation et à la déflation salariale. La Grèce vit de sa flotte maritime, de son agriculture, de son commerce moyen-oriental et du tourisme. Ces secteurs se sont grippés avec la hausse des prix, les normes tatillonnes et sécuritaires bruxelloises. Le déficit était prévisible. D'ailleurs, la dette grecque avec un PIB de petit pays n'est pas pire que celle de la Belgique et de l'Italie. Alors pourquoi tant de haine contre ce pays ? La Kaiserin Angela et son aide de camp élyséen ont promis sans précision d'aider la Grèce. Paradoxalement le traité de Lisbonne interdit que les pays sains secourent un des leurs, handicapé. Ils somment la Grèce de baisser les salaires,

les retraites, les dépenses de santé et d'augmenter la TVA. Les seconds couteaux allemands d'ailleurs exhortent le gouvernement à refuser tout aide. Le député libéral Frank Schäffer a ainsi déclaré : « *on n'aide pas un alcoolique en lui donnant encore un peu d'eau-de-vie* ». Mais Schäffer a peut-être raison. Faut-il replâtrer un mur en voie d'effondrement ? Ou plutôt le faire sauter.

À l'origine, la mammonne bruxello-francfortoise avait la vocation de répandre le bonheur uniformément et communément sur le continent en remplissant les poches de l'eurozonard. À l'arrivée on constate que les élus sont rares et certains pays se sont mieux débrouillés que d'autres. Mais au-delà des chiffres fluctuants et contradictoires et de la supposée félicité matérielle qui n'est pas venue, le globalisme idéologique des autoproclamés Pères Fondateurs a conduit des peuples façonnés dans leur façon de vivre par l'Histoire, la Géographie, le Climat, la Langue à un état de schizophrénie pour ne plus être que des régiments de consommateurs.

Alors le retour de la drachme serait-il un drame ? Il n'est pas exclu d'ailleurs que le mark revienne d'abord. La diversité n'est pas un obstacle à la coopération, à l'amitié, l'Europe arbitraire et monétaire a fait ses mauvaises preuves, elle n'est pas une nécessité. La France en outre, qui a un génie aussi extra européen sortirait ainsi de son rôle de supplétif tout azimut.

Hervé SIMON

La conquête de l'Islam

Comment on peut aujourd'hui conquérir le pouvoir à partir de l'extrême droite.

On peut discuter du retour du *Front National* ou de la montée des populismes en Europe. Une chose est sûre : il existe à nouveau en Europe une stratégie de conquête de pouvoir à partir de l'extrême droite. Oubliée depuis les années vingt, vaguement agitée en 1958 en France, elle n'avait jamais été vraiment crédible sous Jean-Marie Le Pen. Qu'est-ce qui a changé ? Comment passe-t-on du vote protestataire traditionnel à un vote opératoire, d'un mode passif à un mode actif, d'une psychologie négative de refus ou de rejet à une mentalité positive, et conquérante ?

Paradoxalement ce sont les Pays-Bas avec Pim Fortuyn qui ont montré la voie au lendemain du 11 septembre 2001. Le pays le plus libéral et le plus pacifique d'Europe occidentale a basculé du jour au lendemain dans la condamnation de l'Islam. Cela est encore plus évident avec son héritier, Geert Wilders, auteur d'un film contre l'Islam, décrit comme intrinsèquement violent et intolérant, en passe de devenir l'arbitre des élections générales du 9 juin prochain. Le voile était arraché : enfin le parler vrai. Le problème n'est plus d'abord celui de l'immigration, ni même en soi de la religion ou des valeurs. C'est celui du mode de vie, en bref du **Moi**, qui dépasse le débat sur l'identité nationale.

Sous la critique de l'immigration, on savait bien que se cachait une autre vérité plus profonde. L'immigration faisait la distinction entre nationaux et étrangers. Les naturalisations successives dissimulent le nombre exact

d'étrangers. Pendant un temps, on a cru que l'immigration pourrait être arrêtée ou stabilisée. Démographiquement, personne n'y croit plus. L'immigration est là pour durer. Le critère de la nationalité est donc caduc.

Le critère de la religion l'est tout autant, puisque l'on sait aussi qu'il n'est pas envisageable de retourner, à la foi, une Europe largement déchristianisée. La situation minoritaire de l'Islam n'a d'autre équivalent que celle des chrétiens pratiquants. En nombre absolu, peut-être même se valent-ils.

La tendance n'est plus de distinguer entre immigrés et nationaux, ni entre musulmans observants et musulmans sécularisés. Parce qu'il n'y aurait pas lieu de différencier islam et islamisme, musulmans modérés et musulmans extrémistes : l'ennemi ce serait l'Islam.

L'Islam en tant que corps politique et juridique possède en soi un sens, une cohérence, une substance, qui relativise une Europe qui ne se veut rien car elle se veut universelle, qui se veut l'Humanité. L'Islam importé ne demande que sa place comme minorité reconnue et protégée. En revanche, le danger serait l'Islam européen que l'on chante sur tous les tons, un islam qui prendrait les valeurs européennes, respecterait les lois et les coutumes, se serait adapté, et serait le plus sûr vecteur de l'islamisation de l'Europe. Lui, grâce à toutes ses concessions, islam présentable, aurait toutes les chances de s'imposer un jour **s u b r e p t i c e m e n t**, démocratiquement.

L'enjeu transforme la nature de l'extrême droite : le temps n'est plus à marquer sa différence, à protester en marge, hors du milieu majoritaire. Il lui faut agir : projet majoritaire contre projet majoritaire. Il lui est indispensable de parvenir au pouvoir au moment où, de par son projet, il lui est possible de s'agréger une masse d'électeurs à droite, au centre et à gauche, tous opposés à l'Islam.

On dit souvent qu'il est difficile à un musulman de devenir français, qu'il lui est plus facile d'être un musulman européen. Cela est en passe d'être tout le contraire. Même les plus francophobes reconnaissent que la France, par sa laïcité républicaine, est le pays d'Europe qui possède les meilleurs instruments et les meilleures chances d'intégration. À l'inverse, partout ailleurs, l'Europe se veut la parfaite antithèse de l'Islam, spécialement les pays divisés par la Réforme et ceux qui subirent le poids des Ottomans. L'extrême droite prospère sur ces deux terrains, pour les premiers, l'hyper-libéralisme, à la suite des Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, pour les seconds, à la frontière de Bohême ou du Frioul, dit le populisme alpin, popularisé par Jörg Haider, et qui a gagné la Suisse avec son référendum sur les minarets, un sous effet de la crise yougoslave, avec ses relents de nettoyage ethnique.

Dans le second cas, il s'agit en effet déjà de musulmans européens, dans le premier, de non-européens. On ne fera bientôt plus la différence.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **RUSSIE** - La famille Romanov avait saisi à la mi-janvier le tribunal Basmanov de Moscou en lui demandant de juger « *illégal et infondée* » la décision du comité d'enquête du parquet russe de clore l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar de Russie Nicolas II et de sa famille. Le tribunal vient de refuser sa demande à la grande colère de Guerman Loukianov, l'avocat de la famille, qui a qualifié cette décision de « *trotskisme juridique* » et de « *nihilisme légal* ». « *Le tribunal n'a pas examiné les arguments selon lesquels les Romanov avaient été tués au nom de l'État* », a souligné Me Loukianov.

♦ **MAROC** - Aujourd'hui âgé de 7 ans, le prince héritier Moulay Hassan a commencé son apprentissage de futur roi. Accompagné du ministre de la Culture, Bensalem Himmich, il a visité le Salon international de l'édition et du livre (SIEL) de Casablanca et fait une tournée des différents stands, avec une attention particulière à l'espace consacré aux enfants. Le roi Mohammed VI le fait maintenant également assister à diverses cérémonies et c'est ainsi qu'il était, pour la première fois, aux côtés de son père lors de la réception officielle du président Ali Bongo du Gabon.

♦ **SUÈDE** - L'Association des Républicains suédois (Republikanska Föreningen) vient de s'illustrer en réclamant auprès de la Riksbank suédoise la suppression des effigies de la famille royale sur les billets de banque et les pièces de monnaie affirmant que « *les symboles monétaires doivent représenter des gens et des choses symbolisant la modernité* » plutôt que des rois et des reines « *qui n'ont pas de place dans une démocratie* ». Cette revendication a dû faire sourire les 74 % de Suédois qui ont plébiscité la monarchie dans un récent sondage.

♦ **AFGHANISTAN** - Selon le *Brunei Times*, le Pakistan serait en train de négocier un plan de paix en Afghanistan avec le prince Mustapha Zahir Khan, petit-fils du roi Zahir Chah. Plan selon lequel Islamabad contribuerait à établir un consensus politique à Kaboul comprenant tous les groupes ethniques et à démanteler les milices armées. Une réunion au sommet se serait tenu récemment à Kaboul autour du Prince avec une délégation pakistanaise et les représentants de l'Alliance du Nord. Le prince Mustapha Zahir Khan, âgé de 46 ans, fut le conseiller diplomatique de son grand-père lorsqu'il était exilé à Rome, puis a été ambassadeur de son pays en Italie de 2002 à 2005. Il a, en 2007, rejoint le *Front national uni* (Jabhe-ye-Motahede-Milli) qui rassemble de nombreux opposants à l'actuel président Hamid Karzaï.

♦ **BELGIQUE** - La *Libre Belgique* et *De Standaard* ont lancé une large enquête, en sept épisodes, concernant les pouvoirs du Roi. D'après les deux quotidiens, la majorité de la classe politique juge nécessaire une réforme de la monarchie qui priverait le roi de ses dernières prérogatives politiques. Le sénateur cdH (Centre démocrate humaniste) et professeur de droit constitutionnel, Francis Delpérée a vivement réagi : « *Le cdH n'est pas pour la monarchie protocolaire. Si le Roi n'a de vertu que protocolaire, on n'a pas besoin de Roi. On n'a pas besoin d'un roi pot de fleur.* » L'enquête a été conclue par un sondage qui montre qu'une majorité de Belges (62 %) se déclare en faveur d'un maintien de la monarchie. Un chiffre qui monte même à 74 % en Wallonie et à 73 % à Bruxelles contre « *seulement* » 54 % en Flandre.

Les jeux sont faits ?

F

face à l'augmentation du chômage, droite et gauche appliquent les mêmes techniques avec l'appui des juges européens : baisse du « coût du travail » par compression des salaires et réduction des cotisations sociales versées par le patronat. Économiste et juriste, Philippe Arondel dénonce ces mesures coûteuses et inefficaces et propose une nouvelle politique pour la France et pour une Union européenne protégée et renouvelée.

■ **Royaliste** : Lorsqu'on observe l'évolution de la répartition des salaires dans la valeur ajoutée sur une longue période, on constate une progression régulière de la fin des années 1950 jusqu'au tournant des années 1980, puis une chute très nette (autour de 10 points) entre 1983 et 1990, suivie d'une quasi-stagnation jusqu'à aujourd'hui. Comment en est-on arrivé là ?

Philippe Arondel : Trois éléments permettent, à mon sens, d'expliquer ce partage tout à la fois inéquitable et économiquement malthusien. Le premier est d'ordre historique : c'est la suppression, au début des années 1980, de l'indexation des salaires sur les prix. Interdite par Antoine Pinay en 1959, cette indexation se retrouva officieusement légalisée, dans la foulée de mai 1968, dans un certain nombre de conventions collectives... nouveau rapport de force social oblige ! Couplé à une redistribution systématique des gains de productivité, c'est ce mécanisme de diffu-

sion quasi automatique qui permet de comprendre comment, durant l'ère des Trente Glorieuses, les salaires ont pu croître de façon régulière et massive. Durant le septennat giscardien, Raymond Barre avait essayé - mais sans succès, c'est le moins que l'on puisse dire ! - de briser, ce qu'il appelait, dans son langage libéral, « des rigidités excessives »...

■ **Royaliste** : Curieusement, c'est avec l'arrivée de la gauche au pouvoir que va se produire ce que l'on peut appeler un changement de cap radical !

Philippe Arondel : Il a fallu, effectivement, attendre la césure historique des années 1982/1983 pour qu'intervienne le blocage des rémunérations et la fin de l'échelle mobile des salaires. Depuis les lois Auroux, le Code du Travail interdit de faire référence, dans les conventions ou accords collectifs de travail, à une indexation automatique des salaires, notamment sur le Smic. Force est bien de constater que, depuis ce tournant

majeur... et passablement désastreux, la négociation salariale est devenue une sorte d'exercice de style vide, un rendez-vous presque sans objet...

Le résultat est *grosso modo* toujours le même : une augmentation des salaires qui se situe un peu en deçà de l'inflation et qui est étalée en trois ou quatre fois sur l'année... Quant aux gains de productivité, qui avaient été au cœur de la dynamique progressiste de l'ère fordienne, ils ne sont quasiment plus redistribués, mais captés par le capital... ou par les salariés les plus privilégiés. En fonction de la période de référence retenue (les Trente Glorieuses ou le pic de 1982), on peut estimer que ce sont entre cent et cent soixante milliards d'euros qui ont été perdus pour les salariés, la consommation... et donc l'emploi.

■ **Royaliste** : La hausse du chômage à partir du milieu des années 1970 n'a-t-elle pas eu un effet négatif sur les salaires ?

Philippe Arondel : C'est une évidence. À partir de la fin des années 1970, on assiste, en effet, à une montée en puissance du chômage. Pour doper la machine à créer des emplois, tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur idéologique, essayent, à marche forcée, de faire advenir au réel le fameux théorème de Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». Pour dire les choses crûment, la rentabilité du capital redevient un objectif phare des stratégies gouvernementales, avec les merveilleux résultats que l'on connaît : une explosion éhontée des profits, des investissements aux abonnés absents... et des emplois sacrifiés sans compter ! En fait, tout semble s'être passé comme si le théorème de Schmidt, d'une certaine cohérence sur le papier, avait surtout servi de leurre idéologique pour justifier des reculs sociaux d'envergure.

La baisse des cotisations sociales - des cotisations injustement qualifiées de **charges** par les économistes libéraux - a également joué un rôle crucial dans la mise en œuvre des logiques de déflation salariale. C'est à partir de 1993 que l'on lance sur les fonts baptismaux le grand chantier des exonérations de charges sociales... au prétexte - qui peut sembler, en

théorie du moins, fondé - de défendre et d'accroître l'emploi peu qualifié. Là aussi, les conséquences de cette démarche faussement réaliste, indigne à dire vrai d'un pays développé, ont été scandaleuses, puisque l'on a vu se développer, de façon quasi exponentielle, une multitude d'emplois sous qualifiés, mal payés... et parfois, par un effet pervers peu maîtrisé, alloués à des salariés qualifiés.

Cette politique éthiquement contestable s'avère de plus, au plan *stricto sensu* comptable, d'un coût faramineux... puisqu'elle peut approcher, certaines années, les trente milliards d'euros ! Toutes ces dérives - que nul d'ailleurs, malgré quelques *petites phrases* politiciennes vite oubliées, ne songe à mettre en cause - participent, par ailleurs, d'une reconfiguration drastique du mode de financement traditionnel de notre protection sociale, en le faisant passer d'une philosophie *bismarckienne* - fondée sur les cotisations - à une philosophie *beveridgienne* assise sur la fiscalisation.

■ Royaliste : Les moyens mis en œuvre pour ramener sur le marché du travail les chômeurs et pour lutter contre la pauvreté comme le revenu de solidarité active (RSA) ou la prime pour l'emploi (PPE) ne contribuent-ils pas, eux aussi, à tirer les salaires vers le bas ?

Philippe Arondel : Il est toujours, il faut l'avouer, très délicat d'aborder cette question... dans la mesure où nombre de nos compatriotes bénéficient de ces mesures, de tonalité quelque peu blairiste, alliant le pire et le meilleur. De quoi s'agit-il ? Pour inciter les chômeurs et ceux que l'on nomme les **grands exclus** à revenir sur le marché du travail - et parfois, hélas, à n'importe quel poste et à n'importe quel prix - l'État a décidé de prendre en charge une partie de leur salaire pour qu'ils bénéficient d'un revenu légèrement supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre

s'ils étaient payés au *prix du marché*.

Moralement justifié au nom d'une certaine défense du bien commun, de l'équité sociale la plus élémentaire, ce souci plus que compréhensible débouche, qu'on le veuille ou non, sur un monstre théorique et pratique : le *libéral-étatisme*. Il revient, en effet, à faire supporter par la solidarité nationale la partie du salaire que les entreprises ne peuvent ou refusent de payer; il crée un marché du travail parallèle pour les *désaffiliés* dont a si bien parlé le sociologue Robert Castel ; il permet de contourner le Smic.

■ Royaliste : Venons-en à votre troisième élément d'explication...

Philippe Arondel : C'est l'influence délétère de la construction européenne. Certes, les salaires ne relèvent pas du champ communautaire, mais les choix de stratégie économique avancés par Bruxelles poussent à mettre en œuvre des politiques d'austérité ou de modération salariale. Dans son **testament politique** - *Le livre Blanc* de 1993 - Jacques Delors a mis l'accent, sans doute le premier au plan européen, sur la nécessité de déconnecter la progression des salaires des gains de productivité afin de relancer l'investissement et de créer de l'emploi... Théorème de Schmidt, quand tu nous tiens... !

■ Royaliste : Dans votre livre, vous évoquez également le rôle néfaste joué par la Cour de justice des communautés européennes (CJCE). Quel rapport avec les salaires ?

Philippe Arondel : Lorsque la CJCE est saisie sur ces questions, elle conforte presque toujours les pratiques de *dumping* salarial au sein de l'Union européenne. On peut citer, par exemple, le cas emblématique des *travailleurs détachés*... dont le respect des droits est de plus en plus mal garanti, en raison d'une jurisprudence antisociale de la CJCE qui interprète *a minima* la directive de 1996 supposée les protéger.



Tout aussi grave : la Cour cherche, par tous les moyens, à restreindre les modes d'intervention des syndicats lorsqu'ils se trouvent confrontés à des cas avérés de *dumping* social. Elle pénètre, ainsi, sur le terrain des droits nationaux sous prétexte que les quatre libertés fondamentales inscrites dans les Traités européens (libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux) peuvent être remises en cause par les syndicats. Ces jugements répétés font voler en éclat cette baudruche que l'on appelle l'Europe sociale.

■ Royaliste : Quelles propositions faites-vous pour inverser la tendance ?

Philippe Arondel : Au plan national, il me paraît des plus urgent de recréer un espace de dialogue et de décision où les forces vives de la nation, dans une conflictualité transparente et maîtrisée, puissent débattre librement de l'affectation de la richesse nationale, d'une nouvelle sorte de politique des revenus. Bref, il faut inventer une nouvelle planification française... pour temps de mondialisation débridée !

Au plan européen, la priorité est à la construction d'un véritable syndicalisme capable de peser sur les eurocrates plutôt que, comme la CES actuelle, d'y être servilement soumis. Le processus de Doorn, lancé il y a quelques années par des syndicats du Benelux, d'Allemagne et de France, doit être impérativement revivifié afin d'empêcher que les États

européens jouent, les uns contre les autres, dans une stratégie suicidaire de nivellement social par le bas, la carte du *dumping* salarial échevelé. Lorsque l'on se reporte aux récents accords passés dans la métallurgie allemande, tout reste à faire...

Au plan mondial, enfin, je pense qu'il est plus que souhaitable que nous fissions le choix d'un néo-protectionnisme, dit parfois altruiste, permettant de *conditionner* la signature des accords commerciaux internationaux au respect scrupuleux des normes sociales fondamentales de l'*Organisation internationale du travail* (OIT) : interdiction du travail forcé des enfants, liberté syndicale...

Il ne s'agit, en aucune façon, comme le dénoncent un peu vite, dans une unanimité étonnante, nos ultra-libéraux et nos néo-gauchistes contemporains, de défendre les *privileges* des pays riches, mais bien plutôt de faire en sorte que, par la mise en place de ce que l'on pourrait appeler des *écluses sociales* - terme sémantiquement plus neutre -, certaine concurrence déloyale mondiale ne débouche tout à la fois sur une exploitation atroce des pauvres du Sud et une hémorragie d'emplois dramatique au Nord.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Philippe Arondel - « Salaires, les jeux sont faits ? », coll. Arguments, Bureau d'études de la CFTC, prix  Achat immédiat  livraison franco : 12 €.

Pour la justice sociale

Prendre appui sur l'ensemble des principes proclamés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour réorganiser le monde et reconstruire les nations mises en péril par l'ultra-libéralisme : telle est la méthode recommandée par Alain Supiot.

Voici une nouvelle critique salubre. Critique décisive, qui contribue à la pulvérisation de l'ultra-libéralisme encore défendu par maints experts médiatisés. Critique en vue du salut, au sens gaullien du terme : éminent professeur de droit, chercheur proche de Pierre Legendre, Alain Supiot nous offre à son tour les éléments d'un programme de reconstruction fondée sur un socle juridique déjà entériné par les Nations unies (1).

Quant à l'ultra-libéralisme, Alain Supiot reprend maints aspects de la critique classique de cette idéologie mais insiste à juste titre sur l'influence de Hayek, apôtre de l'ordre spontané du marché et ennemi de la justice sociale qui, par l'intermédiaire de divers épigones, a inspiré Margaret Thatcher et Ronald Reagan et justifié l'accaparement des richesses collectives par le haut patronat et les banquiers. Il souligne aussi la revanche politique prise par le patronat et une large fraction de la droite, qui sont en train de liquider le programme du Conseil national de la Résistance.

Surtout, Alain Supiot insiste sur la perversité profonde de l'ultra-libéralisme qui apparaît de plus en plus nettement comme une formidable entreprise de subversion des valeurs et principes de notre

civilisation européenne, comme une destruction méthodique des fondations et des structures qui assurent l'existence des nations et de leurs citoyens :

Le Droit en tant que tel est réduit à une multitude de droits subjectifs : « *On distribue à tous les mêmes droits individuels comme on leur distribuerait des armes et l'on espère faire ainsi advenir une société entièrement contractuelle où il n'y aurait d'obligation que consentie* ». Or tout le droit social s'était construit sur la mise en doute méthodique d'un libre consentement du faible à la volonté du fort. Dans le même temps, il y a mise en compétition, également ravageuse, des droits nationaux - le plus compétitif étant celui qui accorde la plus faible protection sociale.

La fonction publique, **colonne vertébrale** de la France, est soumise à l'idéologie gestionnaire et les services publics sont détruits par privatisation directe.

La finalité traditionnelle assignée à l'argent est inversée : on laisse quelques-uns thésauriser pour spéculer au lieu de distribuer selon la justice sociale. Alain Supiot invoque Aristote et reprend l'injonction de Francis Bacon : « *Le gouvernement doit prendre des mesures pour*

éviter que tout l'argent ne s'accumule en un petit nombre de mains [...] ; l'argent, comme le fumier, ne fructifie que si on prend soin de le répandre ».

La réalité sociale de l'entreprise est radicalement niée par les patrons qui se flattent de faire vivre leurs employés. C'est tout le contraire qui se produit comme le faisait remarquer l'évêque Adalbéron de Laon au roi de France vers l'an mil : « *Le maître est nourri par le serf, lui qui prétend le nourrir. Et le serf ne voit point la fin de ses larmes et de ses soupirs* ».

Les marchés réels, qui sont tous des marchés institués, sont finalement détruits par la logique spéculative du *Marché total* et les absurdités de la *gouvernance par les nombres* qui disqualifie les êtres et les conduit à se supprimer.

Il y a une énorme régression **du gouvernement par la loi au gouvernement par les hommes** : le pouvoir souverain institué comme Tiers qui gouverne selon la Loi imposée à tous les citoyens s'efface devant un *suzerain* qui ne connaît que des vassaux et des réseaux clientélistes. Telle est la logique des contrats passés entre l'administration et des opérateurs privés et, surtout, telle est la conséquence du Droit com-

munautaire soumettant les États nationaux comme autant de puissances féodales.

Que faire ? Alain Supiot propose une méthode simple et rigoureuse qui nous est familière : s'appuyer sur les principes fondamentaux affirmés à la fin de la guerre et à la Libération pour reconstruire le monde et ses nations. Nous invoquons tous le programme du *Conseil national de la Résistance*, Jacques Nikonoff nous a permis de redécouvrir la *Charte de La Havane*, Alain Supiot nous donne à lire ou à relire la *Déclaration de Philadelphie concernant les buts et objectifs de l'organisation internationale du travail*. Affirmation de principes, selon l'expérience terrible des deux guerres mondiales, qui font référence à la *Déclaration universelle des droits de l'homme* : la dignité humaine comme fondement, la Liberté liée à la sécurité économique, la justice sociale comme finalité, l'économie et la finance comme moyens.

C'est sur ce socle qu'une reconstruction doit se faire. Le recours aux textes juridiques fondamentaux évite les bricolages idéologiques et les plates répétitions : nous ne revivrons pas les Trente Glorieuses, pas si belles qu'on le dit, mais l'esprit de Philadelphie nous permettra de rétablir le régime du Droit, de rendre à l'État ses fonctions éminentes, de rétablir le lien entre loi et représentation, de donner à chacun les moyens de sa liberté d'action, de convertir les rapports de force en rapports de droit par l'organisation, l'action et la négociation collectives, de recourir au protectionnisme, d'agir en tout et pour tous selon la justice sociale...

Il faut lire et diffuser ce livre salubre.

Bertrand RENOUVIN

(1) Alain Supiot - « L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total », Seuil, 2010, prix Achat immédiat, franco : 14 €.

Superficiel par profondeur

Qui ne connaît la formule de Nietzsche sur les Grecs *superficiels par profondeur* ? D'évidence, elle se prête à bien des gloses mais comme tous les paradoxes, elle a le mérite de retenir l'attention. Oui, les plus profonds et les plus pertinents ne sont pas forcément ceux qu'on croit. Et les Grecs, fameux pour l'art de la spéculation,

avaient peut-être aussi un art de la vue et de l'écoute à ras de sol qui constitue au moins tout l'aristotélisme. Mais la formule me revient à propos de l'ami Régis Debray, qui adore prendre à rebrousse-poil bien des suffisances contemporaines et revendiquer la modestie du mauvais esprit : « *Un mauvais esprit assez particulier qui consiste, quand un sage montre la lune, à regarder son doigt, tel l'idiot du conte.* » Tel serait d'ailleurs, selon son inventeur, l'esprit de la méthode de la médiologie, qui consiste à analyser la pompeuse société de communication à partir de ses matérialités les plus triviales. On pourrait penser que pareil projet se perd dans d'assommantes descriptions et même de péremptoirs théorisations. Pas du tout ! Je ne sais si l'intéressé acquiescerait à une telle référence mais j'esquisserais l'idée d'une phénoménologie des media, qui ne va jamais sans un surgissement de sens. L'esprit qui se frotte aux apparences fait jaillir des étincelles. Et l'humour n'est pas la moindre vertu du médiologue qui ayant l'air de désenchanter les choses, les réanime de la façon la plus inattendue, la gouaille étant le meilleur agent de l'intelligence du monde.

Tout lecteur de Régis Debray est forcément familier de l'humour habitant le style même de l'écrivain, qui a toujours maîtrisé les subtilités et la ductilité de la langue qui traîne un continu sourire dans son sillage. C'est bien plus qu'un art du jeu de mots ! C'est un art de vivre et de faire rire les phrases. Je dis bien art de vivre, car la médiologie ne suppose nullement la disparition du sujet épistémique, que l'étudiant en philosophie avait pourtant appris de son maître Louis Althusser. Au contraire, cette description suppose un certain souci de soi, avec des côtés ascétiques, à contre-courant de toute egolâtrie. Mais là-dessus il faut lire, surtout les derniers *dégagements* de l'auteur, qui, au détour d'une page, procède à une décapante ego-histoire. Décapante mais nullement masochiste. Il faut savoir en même temps se moquer de soi et rendre justice à ses lucidités. « *Mes menus agissements n'ont récolté que de justes sanctions. Je ne m'en plains pas. Les mésaventures me sont venues exclusivement de mes publications les moins imbéciles.* » Ou encore : « *Un plaidoyer pro domo, avec le temps qui fuit, sera toujours mauvais, mais avoir à classer mes vieux papiers, et les insultes qui leur ont répondu, efface les rougeurs.* »

Cette lucidité sur soi, en correspondance directe avec la lucidité sur le monde tel qu'il va, a depuis longtemps produit chez l'écrivain une philosophie que l'on pourrait qualifier de

stoïcienne ou à certains égards de sceptique : « *À distance, on se demande si cela vaut la peine de se faire injurier pour enfoncer des portes qui se seraient ouvertes toutes seules, à la longue, avec ou sans mouche du coche. (...) Avant l'heure, c'est pas l'heure ; après non plus. Et quand sonne l'heure, on agit, point final. Si l'on tient à se rendre utile, ce n'est pas en suivant le cours des choses, et peut-être pas non plus en s'y opposant frontalement. Ce serait plutôt en essayant de le détourner.* » On voit tout de même que le vieux sage à qui on ne la raconte plus et qui a perdu les illusions inutiles, ne prône pas le retrait ou l'immobilité. Attentif à désenchanter les derniers bobards ou les idées toutes faites, sans cesse aux aguets contre les évidences trompeuses, il n'en perd pas, pour autant, tout espoir et toute confiance en ce qui est possible, honorable et même glorieux d'entreprendre. J'en veux pour preuve son attachement indéfectible à quelques figures, celle d'un Daniel Cordier, par exemple.

Mais à propos de ce jeune héros de la Résistance, qu'on ne s'attende pas à une transfiguration de l'épopée. L'aventure

est d'abord ramenée à son prosaïsme : « *Cordier, ou l'anti-Malraux (comme on dit anticyclone ou anti-mémoire). Il ne célèbre pas, il enregistre ; il ne se souvient pas, il attend ; il n'est sûr de rien, il tâtonne, en tutoyant la légende sans comprendre que c'en est une. Il déjoue l'épique, qui est l'époque à rebours, l'histoire réécrite par sa fin et transcendée par son épilogue. (...) Le Carnot de la Résistance, le Visage de la France, c'est ici un bonhomme en pyjama surpris au saut du lit, qui se débarbouille au fond d'une piaule pendant que le jeune Alain, vingt-deux ans, lui réchauffe une bibine appelée café pour le petit déj'.* » Oui, mais en même temps qu'il prosaïse, Debray ne craint pas de redonner sa dignité, même sa fierté, à un langage résistant tenu aujourd'hui pour désuet. Pensez donc, l'âme de la France ! Aujourd'hui les gens sérieux parleraient de l'identité culturelle d'une

formation sociale. Et puis adieu fariboles. Parlons bonus, points de retraite, taux d'intérêt ! Mais là-dessus, résistance farouche. Debray ne se rend pas et contre Cordier lui-même qu'il révère mais qui est devenu mondialiste, il n'en espère pas moins : « *Tous les comas ne sont pas irréversibles. La Chine en est sortie. Il y a des renaissances.* » La France pourrait surprendre et son âme renaître, ce qui ne ferait pas les affaires de l'Europe qui n'a, elle, ni âme ni corps, ceci parce que cela.

Mais j'ai choisi ma trajectoire dans un recueil de chroniques de la revue *Medium*, j'aurais pu en privilégier d'autres, à travers une multitude de sujets, qui touchent à l'actualité, à l'histoire, aux modes actuelles, aux arts, à l'écologie, sans oublier les media, qui fournissent le cadre contemporain de l'existence sociale : « *M. Sarkozy, qui n'a pas gaspillé sa jeunesse dans les librairies, théâtres et cinémas d'art et d'essai, enfourche la bécane de Drucker, caresse la Harley-Davidson des Blacks Angels, avec un tee-shirt New York State Police et le dernier Marc Levy débordant de la poche arrière. Un boulevard ! C'est ainsi que Neuilly a ramassé la mise, démocratiquement, avec un décrochez-moi ça désarmant...* » Et voilà comment le regard médiologique décrypte la politique spectacle, comme aurait dit le pauvre Debord, dont les héritiers se battent farouchement pour négocier son œuvre à millions d'euros. Le goût d'amertume d'une telle lucidité ne va pas sans la satisfaction de ne pas se rendre aux diktats, grâce à une lutte incessante contre le mensonge et la plus menteuse des unanimités. ■

📖 Régis Debray - « *Dégagements* », Gallimard, 2010, prix franco : 21 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Sarkozy

Encore Sarkozy ? On n'en peut plus ! On veut penser à autre chose ! Oui, certes... Mais quand Sarkozy est dans *Esprit* (1) on se dit qu'il faut y aller voir et qu'on comprendra peut-être enfin pourquoi il a été élu et surtout ce qu'il en est de ce personnage bizarre autant qu'étrange et sans doute étranger à toutes nos traditions politiques.

Lecture faite, je ne suis pas déçu : les collaborateurs de la revue creusent profond et ramènent du solide. Bonne étude de Matthieu Angotti sur le RSA, qui permet de survivre en certains cas mais qui installe les allocataires dans la précarité. Juste critique par Lucile Schmidt de la *révision générale des politiques publiques* (RGPP), et de la destruction programmée des services publics - mais propositions finales discutables et timorées.

À ne pas manquer, l'étude de Pierre Musso sur la télé-télévision qui présente un président de télé-réalité qui considère la France comme une entreprise qu'il faut traiter par les techniques modernes du management par le stress et rassurer par la compassion verbale. À la tête de l'*entreprise-France*, un patron qui se lève tôt le matin et mouille sa chemise - comme tout le monde. Son projet serait de « faire évoluer le modèle social latin de droit romain vers le référent nord-américain ».

Le sarkozysme apparaît ainsi comme une anti-politique radicale.

Yves LANDEVENNEC

(1) Revue *Esprit* - « *L'État de Nicolas Sarkozy* », n° 3-4, mars-avril 2010, prix franco : 25 €.

 Achat immédiat

La télé nous raconte l'Histoire

Pour la commémoration du quatrième centenaire de l'assassinat du roi Henri IV, les dirigeants de France télévision ont produit une fiction Henri 4 passée en deux parties sur France 3.

Il s'agit d'une grosse coproduction européenne entre l'Allemagne, la France, l'Autriche et la région Catalogne. On se demande où sont passés des pays ou régions pourtant concernés comme le Béarn et l'Espagne ?

Les programmeurs ont choisi de faire œuvre novatrice en permettant à Joe Baier d'adapter le roman d'Heinrich Mann *Die Jugend des Königs Henri Quatre* (La jeunesse d'Henri IV). Heinrich Mann, le frère aîné de Thomas, passe ses vacances (1927) dans les Pyrénées chez son ami, le germaniste Félix Bertaux. En visitant le château de Pau, il découvre le côté *humaniste* du bon roi Henri IV et décide de lui consacrer une fiction ou il opposera la Médicis calculatrice et les Valois décadents, au bon Henri IV. Cela se traduira par deux romans le premier déjà cité et le second *Die Vollendung des Königs Henri Quatre* (L'achèvement d'Henri IV).

Nous aurions pu voir une œuvre magistrale ou même un feuilleton à multiples épisodes à la manière de *Rome*. L'exemple aurait pu venir des fonds de tiroirs de la télé d'État, comme ce beau sujet historique, *La prise du pouvoir par Louis XIV*, traité en 1966 par un grand réalisateur, Roberto Rossellini, qui s'était adjoint Jean-Dominique de La Rochefoucauld comme conseiller historique. Pour adapter

le livre de Mann, Joe Baier, lui, s'en passa !

On connaît tous le long combat du Béarnais pour son Église réformée ; celui que Navarre a mené, comme héritier légitime du royaume de France, contre les obscurantistes de la Ligue, stipendiés par les Espagnols. On n'oublie pas la passion d'Henri IV pour les femmes.

Pour Baier il faut simplifier : Henri IV apparaît comme un brave gâs qui a un bon fond et qui fait tout ça avec sa conviction que la guerre tue. Heureusement, l'homme était un fou d'amour et, cela, Baier ne l'a pas oublié. Dans sa fiction nous connaissons mieux les (très beaux) dessous des jupes des filles que les dessous de l'Histoire. Heureusement, le jeu des comédiens est excellent.

Une fiction peut-être historique et même éducative sans tomber dans l'ennui et la réécriture historique. Il est surprenant de voir Marie de Médicis donner à Ravaillac une pleine bourse pour se venger des coucheries de son royal mari.... Voilà bien une théorie que Roland Mousnier (*L'Assassinat d'Henri IV*) n'avait point étudiée. Mais aujourd'hui nous sommes en période de rupture. Nous n'avons plus besoin d'historiens. Même l'Histoire de France a perdu ses papiers.

François-Marin FLEUTOT

Paris

Nos chefs d'État ont tous pensé à réaménager la capitale, pensant qu'il fallait laisser derrière eux une trace monumentale. Ces dernières décennies, ce furent plutôt les édifices culturels qui ont été privilégiés. Mais le dernier *Point de Vue - Histoire* hors-série (1), nous raconte magnifiquement l'histoire des souverains bâtisseurs, de Clovis à Napoléon III, synthèse très réussie soutenue par la richesse des illustrations.

La généalogie des points de repères essentiels à la vie des Parisiens d'aujourd'hui ou des touristes venus du monde entier nous est présentée. On assiste d'abord au développement de l'axe commercial qu'a représenté la Seine, puis à l'embellissement d'une capitale, au fur et à mesure de l'affirmation du pouvoir royal, au cours du Moyen Âge, enfin aux essais de rationalisation d'une monarchie administrative, très tôt préoccupée de ce que l'on ne nomme pas encore l'urbanisme.

En témoigne l'œuvre d'Henri IV, célébrée cette année. Au moyen de trois places nouvelles, la place Dauphine, la place Royale - actuelle place des Vosges - et la place de France - qui ne verra jamais le jour -, c'est la circulation et la salubrité qui sont recherchées. Les rois ne parviendront pas toujours à leurs fins parce qu'ils ne sont pas des dictateurs et que l'expropriation n'existe pas, sous l'Ancien Régime. L'ambitieux baron Haussmann aura moins de scrupules.

Christophe BARRET

 (1) *Point de Vue - Histoire* - Sous la direction de Philippe Delorme, « *Ces princes amoureux de Paris - de Clovis à Napoléon III* », hors-série n°3, dans les kiosques : 5,50 €.

Souscription

Plusieurs peu font beaucoup...

Nos lecteurs habituels ne seront pas étonnés, c'est toujours à cette époque de l'année que nous faisons notre *appel au peuple* et que nous lançons notre souscription annuelle. Ce qui risque plus de les étonner c'est la modicité de notre appel de cette année. En effet, c'est seulement 12 000 euros qui nous seront nécessaires pour assurer notre équilibre budgétaire. Notre saine gestion, votre générosité, les économies réalisées sur nos frais de fabrication, les ressources annexes de notre service librairie nous ont permis d'arriver à ce résultat. Mais il ne faut pas nous endormir sur ces lauriers. Notre situation reste fragile, le nombre de nos abonnés stagne et la moyenne d'âge de nos lecteurs augmente imperceptiblement.

C'est en effet un phénomène qui ne concerne pas que *Royaliste*, les jeunes générations lisent de moins en moins de journaux en papier et ne s'y abonnent pas. La concurrence d'internet est rude et c'est maintenant sur la Toile qu'elles vont chercher leurs informations et débattre. Cette évolution pose un double problème : de quels outils se doter pour répondre à ce changement ? et comment recruter de nouveaux abonnés pour maintenir l'équilibre financier d'un journal papier ? Vaste sujet de réflexion, en prenant garde de ne pas sauter sur les premières solutions apparentes, au risque de s'engager dans des impasses. Mais, en attendant, il faut continuer à exister et pour cela conserver notre équilibre financier. C'est la raison de cette souscription annuelle à laquelle je vous demande de répondre, comme toujours, généreusement.

Yvan AUMONT

P.S. Nous publions ci-dessous la liste de nos amis qui, sans attendre notre appel, nous ont versé des dons depuis la clôture de notre souscription 2009. Ces dons seront donc comptabilisés pour la souscription de cette année.

1^{ère} liste de souscripteurs

Faire un don

Elisabeth Barat 38,10 € - Alain Bariteau 100 € - Blandine Kriegel 42 € - Jacques Berbineau 12 € - Jean-Luc Bouillot 22 € - Marie-Marthe Calvière 22 € - J.C. (Ile-de-France) 23 € - Jean-Baptiste Dellatana 60 € - Jean Dauvergne 10 € - Jean-Michel Dejenne 7 € - Olivier et Blandine Dejoux 15 € - Guy Delranc 100 € - Marc Desaubliaux 10 € - Jean-Pierre Duquesne 10 € - Pierre-Jacques Durbise 23,50 € - Michèle Dutac 36,20 € - Albert Forget 20 € - Jean-Paul Gautier 15 € - François Hiss 38,10 € - E.H. (Nord) 6 € - J.K. (Ile-de-France) 13 € - Martial Laigle 20 € - Antoine Lazinier 25 € - Guy Leres 50 € - Ludmila Maupin 50 € - Jean-François Maurel 375 € - Eric Montcornet de Caumont 200 € - Christian Mory 150 € - Andréa Nery 15 € - Alain-Paul Nicolas 75 € - Alain Perdrix 23 € - Maurice Perrin 24 € - Yolande de Prunelé 200 € - Paul-Pascal Remery 30 € - Stéphane Retzmanick 50 € - Daniel Rietsch 73 € - Michel Roth 25 € - Jacques Roué-Daëron 13 € - Pierre Sauterey 153 € - Hervé Simon 20 € - Laila Thortveit 20 € - Paul Vincent 32 € - Otto-Georges Weiss 50 €.

Total de cette liste : 2273,13 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 7 avril** - Ancien ministre, alors membre du Parti communiste, **Anicet LE PORS** a été membre du Haut Conseil à l'intégration. Conseiller d'État honoraire, il est président de section à la Cour nationale du droit d'asile. Lors de nos soirées du mercredi et par écrit, nous avons eu maints débats avec notre invité. Mais, cette fois, nous souhaitons qu'il nous fasse part de sa réflexion et de son expérience de « **Juge de l'a-**

site ». Auteur d'un ouvrage qui porte ce titre et d'un *Que Sais-je ?* consacré au droit d'asile, juriste éminent et homme de conviction, Anicet Le Pors est particulièrement qualifié pour expliquer une question confusément traitée mais essentielle puisqu'elle relève à la fois du Droit, du Politique et du souci de la simple humanité. Dramatiques, tragiques, les destinées individuelles et familiales bousculées par la violence et la guerre nous rappellent que la condition humaine est marquée à jamais par les figures de l'Étranger et de l'Exilé.

● **Mercredi 14 avril** - Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 21 et 28 avril** - Pas de conférence en raison des vacances de printemps.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010**. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent y participer. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Néoprotectionnisme et réindustrialisation** " et, d'autre part, "**Souffrance au travail**

et relations dans l'entreprise".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérents et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Illusions de printemps

Les illusions de mars se dissiperont en peu de semaines.

Illusions sur la défaite de Nicolas Sarkozy, au soir du 21 mars. C'est vrai, le chef de l'UMP a été récusé par la majorité des votants et par les électeurs de droite qui se sont abstenus. Mais Nicolas Sarkozy n'est que le syndic de faillite de l'ultra-libéralisme. Ce n'est pas seulement sa défaite personnelle qu'il faut préparer mais celle de l'oligarchie de droite et de gauche. Si, par pure hypothèse, le vibron de l'Élysée est remplacé en 2012 par François Fillon, la France et les Français n'y gagneront rien.

Illusions sur la victoire de Martine Aubry. Elle se prépare à flouer les électeurs de gauche et bien d'autres Français en jouant, comme Lionel Jospin en 1997, sur le vote de rejet. Elle a posé avant le second tour des régionales avec les représentantes des communistes et des écologistes, et se croit revenue aux grands jours de la « gauche plurielle » - celle qui fut la championne des privatisations, celle qui participa à la sale guerre d'agression contre la Yougoslavie. Mais Martine Aubry ne voit pas que la crise durcit la lutte des classes et que le Front de gauche allié au Nouveau parti anticapitaliste a réuni 20 % des voix le 21 mars en Limousin. Si une gauche effectivement socialiste parvient à se rassembler en dehors et contre les oligarques de la rue de Solferino, l'élue des instituts de sondage pourra se faire du souci.

Illusions sur les autres candidats « socialistes ». N'oublions jamais : tous les candidats déclarés ou potentiels aux primaires de gauche - Martine Aubry,

François Hollande, Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn - ont fait campagne pour le « traité constitutionnel » en 2005 et sont tous hostiles au protectionnisme. Fourriers de l'ultra-libéralisme depuis 1983, ils se contenteront de quelques mesures fiscales et de mieux pourvoir l'infirmerie sociale.

Illusions des oligarques de droite sur leurs propres capacités. Les uns croient que Nicolas Sarkozy sera réélu en raison des divisions de la gauche et



du peu d'intérêt de ses barons pour la conquête du pouvoir central. Les autres pensent qu'il suffit de changer de chef (Fillon ou Copé, qu'importe) et de satisfaire les pulsions racistes du vain peuple pour conserver le pouvoir et faire accepter les réformes ultra-libérales avec la complicité des deux principaux syndicats. Comme les oligarques de gauche, ils se trompent d'époque. Le peuple français est engagé dans sa grande majorité dans la lutte des classes. Il a compris depuis longtemps que les immigrés n'étaient pas plus responsables que les musulmans de la grande crise. Comme les autres peuples du continent, les Français ne veulent pas payer pour les banquiers. Marine Le Pen a saisi cela et si elle

fait prévaloir un programme protectionniste sommaire assorti de mesures sociales, la droite bourgeoise sera durement concurrencée par une droite populaire qui exigera de participer au gouvernement. Une troisième composante pourrait de surcroît apparaître, avec Dominique de Villepin.

Nous allons donc connaître un violent mouvement de décomposition politique, dans une situation de crise économique et sociale d'autant plus aiguë que la zone euro est en voie d'éclatement. A gauche et à droite, les éléments d'une recomposition se dessinent mais les incertitudes sont encore très nombreuses.

Et nous, dans tout cela ? Notre marginalité choisie (depuis 1994) et les travaux que nous avons menés avec des amis d'autres familles politiques nous placent d'emblée dans la logique de la recomposition politique. Je ne sais comment nous y participerons. Mais nous devons la préparer en faisant partager aux révoltés de toutes tendances nos raisons d'espérer :

Durement touché par l'ultra-libéralisme, le peuple français et ses véritables élites - fonctionnaires civils, militaires, entrepreneurs ... - sont capables de reconstruire la nation comme ils l'ont fait, dans des conditions beaucoup plus difficiles, après la Libération.

Le programme commun de reconstruction est écrit dans ses grandes lignes ; il repose sur le socle juridique des grandes déclarations de principes, françaises et internationales ; il faut maintenant le mettre en discussion.

Des forces militantes nombreuses et décidées sont depuis longtemps mobilisées. Avec elles, il nous faut être aussi souvent que possible dans la rue.

Bertrand RENOUVIN